

Service Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 BRUGES

BRUGES, le 07/10/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL CHATEAU FAUGERES

CHATEAU FAUGERES

Lieu dit Roland

33330 ST ETIENNE DE LISSE

Références : 2022-05144

Code AIOT : 0005213525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement SARL CHATEAU FAUGERES implanté CHATEAU FAUGERES Lieu dit Roland 33330 ST ETIENNE DE LISSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle interservices vendanges

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CHATEAU FAUGERES
- CHATEAU FAUGERES Lieu dit Roland 33330 ST ETIENNE DE LISSE
- Code AIOT : 0005213525
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Exploitation viticole de 42 ha, avec une production annuelle d'environ 1400 à 1500hl.

Etablissement soumis à déclaration au titre de la rubrique 2251 de la nomenclature des ICPE "Préparation, conditionnement de vin".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Absence de rejet d'effluents non traités dans le milieu naturel,
- Récupération des effluents dans une cuve étanche puis enlevés par la CUMA Castillonnaise.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 2.1	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 3.2	/	Sans objet
4	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.3	/	Sans objet
5	Interdiction des rejets en nappe	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.6	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Absence de rejet d'effluents non traités dans le milieu naturel,
- Récupération des effluents dans une cuve étanche puis enlevés par la CUMA Castillonnaise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : Les Vignobles Silvio DENZ possèdent 3 exploitations: - SARL Château Cap de Faugères à Sainte Colombe (20 ha) - SARL Château Peby Faugères à St Etienne de Lisse, lieu dit Bardoulet (7,5ha) - SARL Faugères, Château Faugères à St Etienne de Lisse (42 ha) Le récépissé de déclaration LI321 a été délivré le 9 janvier 2008 à la SARL Château Faugères pour un site implanté au lieu-dit "Faugères" à St Etienne de Lisse. Le récépissé de déclaration LI656 du 27 juin 2013 a acté la suppression de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE du site du lieu-dit "Faugères" à St Etienne de Lisse pour la SARL Château Faugères. Le récépissé de déclaration LI657 du 1er juillet 2013 a acté le changement de dénomination sociale du site du lieu-dit "Faugères" à St Etienne de Lisse au profit de la SARL Château Cap de Faugères. Aucune possibilité de savoir si les 2 sites soumis à déclaration au titre des ICPE (Château Cap de Faugères et Château Faugères) sont régulièrement déclarés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation et aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
Constats : Les effluents non traités sont acheminés vers 2 cuves étanches de 300 hl chacune et sont ensuite récupérés par la CUMA Castillonnaise, entreprise PUISARNAUD, Castillon la Bataille.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Interdiction des rejets en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.
Constats : Absence de rejet d'effluents non traités dans le milieu naturel lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses ou de vin dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit par un procédé de valorisation.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet